TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Mauricie et Centre-du-Québec

Dossier : 1042124-71-2009
(CM-2020-4317)

Dossier accréditation : AQ-2000-6888

Montréal, le 10 décembre 2020

DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : France Giroux

Gaudreau environnement inc.
(Division Centre de tri)
Employeur

et

Syndicat des salarié(es) du Centre de tri Gaudreau (CSD)
Association accréditée

DÉCISION

ATTENDU qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail⁴ (le Code), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

⁴ RLRQ, c. C-27.

ATTENDU que l'employeur visé par la présente décision, soit une entreprise d'élimination d'ordures ménagères, constitue un service public au sens de l'article 111.0.16 du Code du travail;

ATTENDU que l'association accréditée représente :

« Tous les salariés au sens du Code du travail, à l'exception du personnel de bureau, des personnes faisant l'objet d'un contrat d'intégration au travail avec l'Office des personnes handicapées du Québec ou le Centre de service en déficience intellectuelle ou tout organisme de même nature. »

De : **Gaudreau environnement inc.**
(Division Centre de tri)
365, boulevard de la Bonaventure
Case postale 662
Victoriaville (Québec) G6P 6V7

Établissements visés:

245, rue de la Bulstrode
Victoriaville (Québec) G6T 1P7

350, rue de la Bulstrode
Victoriaville (Québec) G6T 1V9

70, rue Thibeault
Victoriaville (Québec) G6P 9N3;

ATTENDU qu'une grève dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :

ORDONNE à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du Code du travail en cas de grève;

SUSPEND l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23.

France Giroux

M^{me} Cindy Côté
Pour l'employeur

M. Cédric Vallerand
Pour l'association accréditée

FG/sc